



UltraLab

Le Think-Tank des ultramarins

UltraLab
Siège de la FEDOM
15 rue de Constradt
75015 Paris

Le développement insulaire : comparaison raisonnée des Antilles avec l'Islande

Cette note propose une comparaison raisonnée de la situation de la Martinique et de la Guadeloupe avec celle de l'Islande, île qui présente des caractéristiques similaires et pour qui, la notion de handicaps structurels permanents, définie par l'article 349 du TFUE, pourrait aussi s'appliquer. L'étude, centrée sur six thématiques sommairement décrites, permet de dégager des axes de travail. Enfin, au-delà de la comparaison, la différence principale tient pour nos outre-mer à une absence de vision politique portée par les élus et l'Etat sur l'avenir de leur territoire. Aux handicaps structurels permanents, s'ajoute donc un handicap politique récurrent : l'absence d'ambition politique qui rend impossible la définition et la mise en œuvre d'une stratégie de développement.

L'éloignement géographique, l'insularité, l'étroitesse des marchés, la faible population, les contraintes climatiques sont-elles exclusivement des obstacles insurmontables ou peuvent-elles être dépassées pour asseoir un développement économique et social ? Cette interrogation audacieuse, qui discute le concept d'handicaps structurels permanents, a conduit UltraLab vers une île qui présente facialement des caractéristiques similaires à celles de nos outre-mer mais dont les résultats économiques et sociaux sont meilleurs. Il s'agit de l'Islande que cette note s'essaie, avec la prudence qui s'impose à toute comparaison, de comparer avec les deux départements antillais.

Evidemment, comparaison n'est pas raison et il serait bien inconvenant de tirer des conclusions définitives des mises en perspective de tableaux de statistiques ou de constats économiques et sociaux. Chaque territoire a sa propre histoire et sa propre dynamique qui expliquent sa singularité. Ceci rappelé, la comparaison offre cependant l'avantage d'un regard sur nous-mêmes, sur les choix que nous faisons et sur la façon dont chaque collectivité aborde les défis auxquels elle est confrontée ; elle permet donc d'identifier des pistes de travail et de réflexion pour comprendre les ressorts profonds du développement insulaire.

Rappelons tout d'abord quelques données statistiques pour poser le cadre de la réflexion, étant rappelé que l'Islande est une île isolée au nord de l'Atlantique, proche du Groenland, et est un Etat indépendant depuis 1944. Les secteurs économiques clés sont la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les énergies renouvelables et les services financiers. Les 1ères comparaisons sont les suivantes :

	Islande	Guadeloupe	Martinique
Population	372 520 <small>(2024)</small>	373 000 <small>(2023)</small>	349 900 <small>(2023)</small>
Densité de la population au km²	3,69	236 <small>(Insee)</small>	320 <small>(Insee)</small>
Taux de croissance du PIB	4,1% <small>(2023)</small>	2,2%	3,2%
Taux de chômage	6,02%	18,6%	10,8%
PIB/Habitant en 2023	65 708 € <small>(a)</small>	25 903 €	27 029 €
Indice de Gini	0,25 <small>(b)</small>	0,42	0,41
Taux d'inflation	+3,3%	+3,9% <small>(d)</small>	+3,3% <small>(d)</small>
Salaire minimum	2 208,84 € <small>(c)</small>	1 766,92 € brut 1 398,69 € net	1 766,92 € brut 1 398,69 € net

(a) 69 287 USD (b) : 2017 (c) : environ 300 000 ISK moyenne des conventions collectives sachant qu'il n'y a pas de SMIC légal (d) : IDEOM, rapport annuel 2023.

Sources : OCDE, INSEE, IEDOM, direction du Trésor.

Ce tableau est complété de deux points importants : en 2023, l'Islande a accueilli un peu plus de 2 millions de touristes soit plus de touristes par habitant que tout autre pays de l'OCDE et cette activité représente 7,8% du PIB ; par ailleurs, le niveau d'éducation de la population est relativement élevé.

Enfin, si les économies antillaises exportent peu, en 2023, les exportations et les importations islandaises de biens et de services ont représenté, selon l'OMC, 86,9% du PIB, les exportations représentant 46% du PIB et les importations 44%. Ces chiffres témoignent d'une ouverture importante de l'économie islandaise au monde extérieur.

1. Caractérisations sommaires des politiques économiques de l'Islande

Sur le plan économique et de manière synthétique, les principales caractéristiques de l'Islande, sont les suivantes :

- la coalition gouvernementale au pouvoir a pour priorités le développement économique, la lutte contre l'inflation et la vie chère, la transition énergétique et l'immigration ;
- les relations avec l'Union européenne sont un enjeu majeur pour ce pays et depuis 1994, l'Islande est membre de l'espace économique européen vers lequel elle réalise les trois-quarts de ses exportations ;
- sans faire partie de l'Union européenne, elle participe à certaines politiques européennes et aux trois instruments structurants en matière climatique ;
- sa politique étrangère est marquée par un engagement fort sur les questions environnementales ; elle affiche pour cela une ambition d'aller plus loin que l'Accord de Paris et se fixe comme objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 et de réduire de 55% ses émissions de CO2 d'ici 2030 par rapport à 1990 ;
- l'économie islandaise est l'une des plus dynamique de l'OCDE avec un taux de croissance de 4,1%, du fait notamment du tourisme, d'une demande intérieure forte et d'une faible dépendance aux combustibles fossiles ;
- dans le cadre de sa transition énergétique et environnementale, le pays vise à doubler sa production électrique pour

faire face aux nouveaux usages et à d'importants projets de géothermie, de capture de CO2 dans l'air et de production d'hydrogène et de méthanol vert ;

- dans les secteurs plus traditionnels, elle se positionne dans la « *blue economy* » et pour mieux exploiter la biomasse avec un objectif de zéro déchets. A noter que depuis le 1^{er} janvier 2020, elle a mis en place une réglementation interdisant le fioul lourd dans ses eaux territoriales, ce qui constitue une 1^{ère} mondiale.

2. Premières comparaisons entre l'Islande, la Martinique et la Guadeloupe

Six thématiques différentes sont examinées ci-après.

21. Diversification économique et exploitation des ressources

- Islande : elle exploite ses ressources naturelles (pêche, géothermie) et a réussi à diversifier son économie, en développant notamment le tourisme, les services financiers et l'énergie renouvelable. L'économie islandaise est devenue moins dépendante d'un seul secteur, ce qui lui permet d'être plus résiliente face aux chocs économiques externes.
- Antilles : les économies des Antilles sont moins diversifiées et fortement dépendantes des secteurs traditionnels tels que l'agriculture (banane, canne à sucre) et les aides publiques. Il leur manque une stratégie claire de diversification vers des secteurs porteurs, comme les énergies renouvelables, le tourisme

haut de gamme, et les industries créatives.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : encourager l'innovation et la diversification des secteurs économiques, notamment en exploitant mieux les ressources locales (tourisme écoresponsable, énergies renouvelables, agriculture durable).

22. Gestion des ressources énergétiques

- Islande : grâce à ses ressources géothermiques et hydroélectriques, l'Islande est autosuffisante en énergie et produit presque 100 % d'énergie renouvelable. Cela réduit les coûts énergétiques pour les industries et les ménages, tout en favorisant une image de pays durable.
- Antilles : bien que les territoires antillais disposent de ressources solaires, éoliennes et hydrauliques, leur exploitation reste limitée. La dépendance aux énergies fossiles est encore très forte, ce qui alourdit les coûts énergétiques et réduit la compétitivité de leur économie.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : investir massivement dans la transition énergétique, en maximisant l'exploitation des ressources locales d'énergie renouvelable pour réduire les coûts et attirer des industries innovantes (ex. : économie du bâti tropical).

23. Stabilité institutionnelle et politique proactive

- Islande : l'Islande bénéficie d'une stabilité politique et d'un cadre institutionnel favorable à l'innovation, avec une politique publique proactive qui favorise l'investissement, l'éducation et la recherche.
- Antilles : ces deux DOM souffrent de problèmes structurels liés à une forte

dépendance aux transferts publics en provenance de l'Etat et de l'Union européenne. Les initiatives locales en matière de développement économique et social sont souvent limitées par des obstacles bureaucratiques, des normes pas toujours adaptées et par une gouvernance moins agile.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : promouvoir une autonomie locale accrue dans la gestion des politiques économiques, en mettant en place des gouvernances plus efficaces, capables de soutenir des stratégies de développement à long terme et d'attirer les investisseurs.

24. Taux de chômage et formation de la main-d'œuvre

- Islande : Avec un taux de chômage faible (4 %), l'Islande a su créer un marché de l'emploi dynamique, notamment grâce à une formation adaptée aux besoins économiques (tourisme, ingénierie énergétique, services). L'éducation de haute qualité et l'innovation technologique jouent un rôle crucial dans cette réussite.
- Antilles : ces deux DOM souffrent de taux de chômage élevés, en particulier parmi les jeunes. Le manque de formation adaptée aux besoins locaux et un système éducatif moins performant en termes d'innovation freinent la création d'emplois qualifiés.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : améliorer la formation professionnelle en adéquation avec les secteurs porteurs (tourisme durable, énergies renouvelables, numérique), investir dans l'éducation pour réduire le chômage et offrir plus d'opportunités aux jeunes, revoir le positionnement de l'Université dont les résultats sont insuffisants.

25. *Tourisme durable et attractivité internationale ou régionale*

- Islande : Le tourisme est devenu l'un des moteurs de l'économie islandaise, attirant des visiteurs grâce à ses paysages uniques et à une stratégie de tourisme durable. L'Islande a su gérer l'impact touristique tout en capitalisant sur son image « écologique ».
- Antilles : le tourisme est un secteur clé pour la Martinique et la Guadeloupe, mais le développement reste en dessous de son potentiel, avec une forte dépendance au tourisme de masse (notamment de croisière) et des infrastructures limitées pour attirer un tourisme de qualité.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : redéfinir les stratégies touristiques en privilégiant un modèle de tourisme durable et haut de gamme, en mettant l'accent sur la préservation des écosystèmes locaux et la valorisation des atouts culturels uniques.

26. *Situation démographique et émigration*

- Islande : L'Islande, malgré sa faible population, réussit à retenir sa jeunesse grâce à une économie dynamique et des perspectives d'emploi intéressantes.
- Antilles : ces deux territoires sont confrontés à une émigration importante, notamment des jeunes diplômés, qui quittent les îles pour la métropole à cause du manque d'opportunités locales. Cela affaiblit le développement économique local et renforce le déclin démographique.

Axe de travail pouvant être dégagé de la comparaison : créer des incitations pour retenir les jeunes talents et encourager le retour des expatriés, en offrant plus d'opportunités économiques et en valorisant les initiatives locales.

3. *En guise de conclusion*

L'Islande a su tirer parti de ses atouts naturels, d'une gouvernance efficace et d'une vision politique à long terme pour se hisser au rang d'économie performante malgré sa petite taille et la terrible crise financière de 2008 qui a profondément affecté son économie.

On observera aussi que l'Islande s'est dotée d'une stratégie de développement qu'elle décline de manière cohérente et volontaire et que celle-ci est partagée par tous les acteurs et portée par la population, notamment pour ce qui concerne le tourisme.

Qu'en déduire pour nos outre-mer ?

Tout d'abord qu'il n'y a pas de fatalité et que les handicaps géographiques, démographiques ou climatiques ne sont pas insurmontables pour peu qu'ils s'inscrivent dans un projet global de développement.

Toujours conscient des limites résultant d'une comparaison rapide, les axes de réflexion qui s'en dégagent sont simples et conduisent à :

- diversifier leurs économies et notamment ne plus être dépendant des secteurs traditionnels. Cette diversification doit s'accompagner d'un examen attentif de l'emploi des fonds publics sur les priorités de développement ;
- investir dans les énergies renouvelables et le développement durable pour améliorer les conditions de vie des populations en les inscrivant dans un avenir meilleur ;

- améliorer résolument l'éducation à tous les niveaux et la formation professionnelle pour une meilleure employabilité en cohérence avec les priorités de développement ;
- poser un cadre institutionnel souple, réactif et professionnel pour attirer les investissements et développer les projets.

Ces orientations permettront aux outre-mer de mieux faire face aux défis économiques à venir et de renforcer leur résilience.

Elles nous ramènent sans surprise sur ce que doivent être les fondamentaux du développement : une connaissance précise du réel, une ambition politique des élus pour leur territoire, une stratégie de développement clairement affichée et des moyens mis en œuvre pour l'appliquer.

Ces fondamentaux Ultralab les rappelle depuis plusieurs années¹, notamment l'absence de vision politique sur l'avenir de nos outre-mer, tant de la part de l'Etat que de celle des élus ultramarins, absence qui constitue sans aucun doute le handicap structurel récurrent pour le développement de nos outre-mer. ■

15 novembre 2024

Pièce jointe :

[Une fiche de statistiques sur l'Islande](#)

Nota :

Cf. Notamment le rapport « Quelles nouvelles perspectives de développement pour les outre-mer ? ». Rapport du Think Tank accessible sur le site d'Ultralab (<http://www.ultralab.fr/>) à l'année 2020 ou à la rubrique « rapport ».

¹ Cf. les références du nota en fin de note.